

L'ÉCO

de la semaine

18 au 24 Mai 2024

SOMMAIRE

Projet ODOF : Une usine de jus de citron à Manandriana.....	2
Destination Sud : Un projet de transport touristique en vue.....	2
Industrialisation : lutter contre les pertes grâce à la transformation	3
Atsimo Andrefana: un appel à l'action pour briser le cycle de la pauvreté	3
Stratégie monétaire : Le système de change flottant consolidé	3
Sahanala et LFL : Un partenariat pour développer la filière maïs	4
Star: la sécurité au cœur des priorités	4
Promotion du tourisme:10e édition du Maki Run	5
Industries : La sucrerie de Mahatalaky bientôt opérationnelle	5
Marché international : L'once d'or à 10 700 000 ariary	6
Secteur du tourisme : 70 000 emplois à créer	6
La troisième cohorte du « Start-up program Mitsiry »	7
Pêche au thon durable : Vers la réduction du nombre de navires d'appui	7
Apiculture : Une filière prometteuse en difficulté.....	7
Madagascar Airlines: un code de conduite et d'éthique entre en vigueur	8
Biodiversité: un atout pour la promotion du tourisme	8
Carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien: 25 ans de synergie et de développement régional ...	9
Négociations : Des signes positifs avec le FMI	9
Ouverture économique de Madagascar	9
Filière Maïs : Vers une importante hausse de la production dans la région Melaky.....	10
Groupe de la BAD : Déterminé à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement.....	10
Atsimo Andrefana: des projets miniers pour réduire le chômage et la pauvreté	11
Foire internationale de Madagascar: une vitrine du dynamisme économique et d'opportunités.....	11

Projet ODOF : Une usine de jus de citron à Manandriana

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 MAI 2024

Ce jeudi, une usine de jus de citron a été officiellement remise à Manandriana par le président Andry Rajoelina, accompagné du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy.

Située dans la région Amoron'i Mania, cette usine représente une avancée pour l'économie locale en transformant l'un des principaux produits agricoles de la région. La capacité de traitement de l'usine est estimée entre 8 000 et 10 000 tonnes de citrons par an, ce qui devrait aider à réduire les pertes significatives qui résultent de la surproduction, lesquelles peuvent atteindre jusqu'à 40% de la récolte annuelle. « L'encouragement de la production locale pour répondre aux besoins quotidiens de la population en denrées de base est l'un des défis que nous nous sommes fixés », a déclaré Andry Rajoelina lors de son interaction avec les producteurs locaux. L'accueil de l'usine a été positif parmi les agriculteurs, qui anticipent de nouvelles sources de revenu. « Nous attendions depuis longtemps ce type d'installation industrielle. Voir cette usine devenir réalité est une perspective enthousiasmante pour générer des revenus pour les paysans et les producteurs de la région », a commenté Heritiana Daniel Randrianantenaina, président de la coopérative des paysans de Manandriana.

Opportunités économiques

Le projet ODOF vise à générer des revenus locaux et à réduire les importations, renforçant ainsi l'économie de Madagascar. Le ministre Razafindravahy a souligné l'importance de la transparence dans le processus de sélection des gestionnaires des usines ODOF et de la



collaboration entre les coopératives et les producteurs pour garantir des prix équitables et un approvisionnement stable. Actuellement, 60 des 75 unités industrielles importées par l'État ont été installées dans 53 districts répartis dans 21 régions, avec des productions allant de l'huile végétale au jus, en passant par le savon, le miel, et le sucre. Ces installations contribuent à une gestion améliorée des excédents de production et offrent des opportunités économiques aux agriculteurs et à leurs communautés. L'ouverture de cette usine est un pas en avant dans le processus d'industrialisation de Manandriana, démontrant l'engagement du gouvernement à soutenir le développement industriel et l'utilisation des ressources locales.

Destination Sud : Un projet de transport touristique en vue

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 18 MAI 2024

D'aucuns reconnaissent que la partie Sud de la Grande île constitue l'une des destinations les plus prisées par les touristes aussi bien nationaux qu'internationaux. Raison pour laquelle le ministère du Tourisme et de l'Artisanat envisage de mettre en œuvre un projet pilote ambitieux visant à simplifier les déplacements des voyageurs tout en leur offrant une expérience de qualité, conforme aux normes internationales. Il s'agit, notamment d'un projet d'amélioration du transport touristique pour tous ceux qui veulent choisir cette destination Sud. Quatre itinéraires. « Ce projet prévoit la mise en place de quatre itinéraires reliant les principaux sites touristiques de la région concernée et la Capitale, à savoir l'axe desservant Antananarivo et Morondava, l'axe routier entre Antananarivo et Fianarantsoa, l'axe qui relie Antananarivo et Manakara. Et le quatrième itinéraire concerne Antananarivo et Toliara. A chaque itinéraire, des aires de repos sont programmés pour les voyageurs. Ces touristes auront ainsi l'opportunité de découvrir de nombreux sites touristiques tout en côtoyant

les villageois tout au long de leurs voyages », a-t-on appris. Après avoir mené avec succès l'étude de faisabilité de ce projet ambitieux, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat l'a présenté récemment aux principaux acteurs œuvrant dans le secteur du transport à Madagascar. Ces derniers ont soutenu la réalisation de ce projet innovant tout en émettant des recommandations. A titre d'illustration, ils réclament l'application des mesures pour éviter que cela n'entre en concurrence avec les activités des loueurs de voitures ou celles des transporteurs de taxi-brousse. Confiée au secteur privé. Dans le cadre de la réalisation de la politique générale de l'Etat, le ministère de tutelle encourage les investissements. « L'exploitation de ce projet de transport touristique sera ainsi confiée entièrement au secteur privé. Après la consultation de ces acteurs au sein du secteur de transport dans le but de bien ficeler le projet, des appels à manifestation d'intérêt seront prochainement lancés », a-t-on appris.

Industrialisation : lutter contre les pertes grâce à la transformation

ARH. | LES NOUVELLES | 18 MAI 2024

Dans le district de Manandriana, région Amoron'i Mania, une quantité d'oranges produites, soit environ 30 à 40%, ne trouve pas d'acheteurs chaque année. Cela représente une perte économique conséquente pour les producteurs locaux. Pour y remédier, une unité de transformation d'oranges y a été implantée dans le cadre du projet "One District, One Factory" (OdoF). Le président de la République, Andry Rajoelina et le ministre de l'Industrialisation et du

commerce, Edgard Razafindravahy ont remis officiellement l'unité industrielle, jeudi. Le district de Manandriana compte jusqu'à 356 producteurs d'orange ou de citron. La production locale est de 8.000 à 10.000 tonnes par an. C'est dire que cette unité industrielle aura un impact palpable au niveau local. Sa capacité de transformation peut atteindre 2 tonnes d'oranges par heure. Elle peut traiter jusqu'à 20 tonnes d'oranges par jour.

Atsimo Andrefana: un appel à l'action pour briser le cycle de la pauvreté

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 18 MAI 2024

La région Atsimo Andrefana est touchée par une pauvreté endémique et l'insécurité, alors qu'elle est déjà exposée aux risques climatiques.

Selon la Banque mondiale, 91% de la population dans le Sud vit en dessous du seuil de pauvreté, faisant d'elle l'une des régions les plus pauvres du pays. Cette situation alarmante appelle à une action urgente pour briser le cycle de la pauvreté et stimuler le développement économique dans cette région, délaissée durant des décennies et étiquetée comme «cimetière de projets». La Banque mondiale souligne que le sous-investissement a laissé la région à la traîne. Les moyens de subsistance se limitent principalement à l'agriculture et à la pêche, vulnérables aux aléas naturels. La pandémie de Covid-19 a encore aggravé la situation, mettant à rude épreuve les moyens de subsistance et augmentant la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Toliara, chef-lieu de la région Atsimo Andrefana, enregistre un taux de pauvreté de 81 %, selon la dernière évaluation de la Banque mondiale. Les conditions de vie se détériorent constamment, avec une stagnation voire une baisse des revenus des ménages, alors que les prix des produits de première nécessité montent en flèche. Enorme potentiel Erody Dignot, président de la plateforme «Hanavotra an'i Toliara» (HATO), constate une «baisse de la

productivité dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, aggravant le chômage et poussant certains vers la criminalité». Toutefois, il souligne que «Toliara n'est pas dépourvue de ressources». Le potentiel de la région attire de nombreuses personnes, mais les infrastructures et les emplois disponibles ne suffisent pas à répondre à la demande croissante. Motata, président de plusieurs associations locales (Association des tireurs de cyclo-pousse à Toliara, Association des transporteurs FIPITO, Plateforme regroupant environ 64 associations pour le développement de Toliara - VFMT), plaide pour «une intervention de l'Etat afin de créer des emplois et développer les infrastructures». Il rappelle que l'Etat s'est engagé à améliorer le bien-être social. Selon lui, «relancer les activités des entreprises existantes et faciliter l'implantation de nouveaux investisseurs sont des solutions clés». Erody Dignot partage cet avis et insiste sur la nécessité de créer des entreprises pour offrir des emplois, surtout aux jeunes. Il suggère l'implantation de «grands investisseurs miniers, ce qui pourrait générer des emplois et des opportunités d'affaires, tout en finançant des projets sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation». Soit d'offrir un avenir meilleur aux habitants de l'Atsimo Andrefana.

Stratégie monétaire : Le système de change flottant consolidé

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 MAI 2024

Pas de modifications en vue. La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) soutient le mécanisme actuel des changes monétaires. Selon l'économiste chercheur auprès de la BFM, Sitraka Andriamanantsara, le régime de change flottant adopté ces dernières années et jusqu'à aujourd'hui par l'Autorité monétaire malgache demeure optimal pour le contexte économique et financier à Madagascar. Cette position a été défendue lors d'une conférence sur le sujet, organisée dans le cadre des célébrations du cinquantenaire de la BFM. En fait, ce mécanisme financier a été instauré par José Yvon Raserijaona, ministre des finances à l'époque, au milieu des années 90, dans le but de restaurer la confiance des bailleurs de fonds, ébranlée par les tentatives infructueuses de recherche de financements parallèles. Durant le bref mandat présidentiel du professeur Albert Zafy, du 27 mars 1993 au 4 septembre 1996, le Fonds monétaire international a salué cette décision, tout comme le désengagement de l'État des secteurs productifs et la privatisation des sociétés d'État. Ces deux réorientations

économiques ont laissé des séquelles jusqu'à aujourd'hui. Pour Sitraka Andriamanantsara, « ce régime de change agit comme un amortisseur face aux chocs auxquels Madagascar est régulièrement confronté », explique-t-il. Il avance que la résilience de l'économie face à ces chocs serait compromise en cas de retour à un taux de change fixe. Certains politiciens, tels que Jean-Jacques Ratsietison, avancent que « la dévaluation chronique de l'ariary par rapport à l'euro et au dollar est la principale cause de la perte de pouvoir d'achat pour de nombreuses familles malgaches, et donc de la pauvreté », selon leurs convictions. D'autres analystes suggèrent d'ouvrir le Marché interbancaire de devises (MID) aux « opérateurs de l'ombre », qui alimentent un marché « illicite » prospère et florissant. Il suffit de faire un détour à Antsahavola ou sous les arcades d'Analakely pour constater cette réalité. Ces derniers jours, l'euro, sur l'échelle des valeurs du MID, commence à suivre une pente ascendante, une tendance pouvant ouvrir un autre sujet de discussion.

Sahanala et LFL : Un partenariat pour développer la filière maïs

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 MAI 2024

La maïsiculture constitue une filière importante servant à promouvoir le secteur de l'élevage à Madagascar étant donné qu'elle fournit la principale matière première destinée à la fabrication de l'alimentation animale.

Une hausse incessante de la demande de maïs est observée sur le marché local surtout au niveau des éleveurs. De son côté, le groupe Sahanala a initié un projet comprenant une exploitation des zones agricoles permettant de cultiver du maïs et l'implémentation d'un complexe agro-industriel à Maintirano dans la région Melaky.



Ce complexe est composé d'une unité pour la valorisation des produits dérivés comme l'huile alimentaire et les aliments pour animaux destinés au marché intérieur. La fabrication de cette alimentation animale coïncide parfaitement avec les champs d'activité de LFL Madagascar. Raison pour laquelle, un contrat-cadre suivant un protocole de partenariat a été signé tout récemment entre le président du conseil d'administration de Sahanala S.A, Serge Rajaobelina et le directeur général de LFL Madagascar, Alexandre Malheiro. L'objectif de ce partenariat entre les deux parties vise à développer la filière maïs à Madagascar, tout en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des producteurs, et partant au développement économique de la nation.

Mécanisation de l'agriculture

Pour ce faire, LFL Madagascar s'engage à acheter auprès de la société Sahanala sa production dont principalement le maïs ainsi que toute autre matière première qui pourrait être

utilisée par ses usines de provenderie. « Cette entreprise leader dans le domaine de la production d'aliments pour animaux fait partie du groupe Eclasia qui est soucieux du développement inclusif à travers la promotion de la production locale de grains et d'autres matières premières destinées à l'alimentation animale », a fait savoir son directeur général, Alexandre Malheiro. Toujours dans le cadre de ce partenariat bipartite, Sahanala Madagascar, pour sa part, dans son engagement pour le développement durable des communautés paysannes, se chargera de soutenir et de développer la mécanisation de l'agriculture en parallèle avec les pratiques traditionnelles afin d'augmenter la production de grains de maïs servant à approvisionner les unités de provenderie de LFL Madagascar. En effet, « la raison d'être de Sahanala est d'améliorer les revenus et les conditions de vie des producteurs à Madagascar. Ce contrat signé entre les deux parties ne fait qu'affirmer les engagements de l'entreprise envers les paysans et ses partenaires et à permettre et donner le pouvoir aux exploitants agricoles malgaches d'améliorer durablement leurs conditions par eux-mêmes en valorisant de façon juste leurs produits et savoir-faire. Ce qui permettra également de les engager à agir pour le développement local et l'environnement », a mentionné Serge Rajaobelina, PCA de Sahanala.

Filière porteuse

Il faut savoir que le partenariat entre les deux parties s'étale sur le long terme. Ils vont ainsi combiner leur savoir-faire et leurs expériences en vue de soutenir les producteurs tout en contribuant de manière positive et évolutive à l'avenir de la filière maïs à Madagascar, et ce, à travers une démarche responsable et équitable. L'année dernière, Sahanala a soutenu 2 400 producteurs tandis qu'une superficie de 290 ha a été exploitée. Son objectif pour 2027 consiste à améliorer les conditions de vie de 3 000 producteurs. En revenant sur le maïs, il s'agit notamment d'une filière porteuse permettant de développer le secteur de l'élevage dans le pays. On peut citer entre autres, l'élevage de poulet de chair et l'élevage de poule pondeuse ainsi que l'élevage de poulet gasy et bien d'autres élevages de volailles. Ce sont des types d'élevage à cycle court servant à améliorer les sources de revenu des producteurs.

Star: la sécurité au cœur des priorités

ARH. | LES NOUVELLES | 21 MAI 2024

Chez Star, la sécurité des collaborateurs n'est pas seulement une priorité, c'est un engagement fondamental. L'entreprise met tout en œuvre pour garantir un environnement de travail sûr et sain à tous ses employés. En conformité avec la certification ISO 45001, elle s'engage à maintenir un système de gestion rigoureux en matière de santé et de sécurité au travail. Pour atteindre cet objectif, Star déploie régulièrement des campagnes de sensibilisation. Ces initiatives mettent l'accent sur la vigilance au travail, le respect des consignes de sécurité, la prudence dans les opérations de manutention, le respect des zones piétonnes ainsi que des règlements intérieurs relatifs à la sécurité. Depuis le début de l'année, six sites de l'entreprise ont

réussi à atteindre 365 jours sans accidents avec arrêt de travail : l'antenne logistique et les agences d'Antsiranana et de Nosy Be, le garage d'Antsirabe, et récemment, le siège social d'Andranomahery. En récompense de cet engagement constant en matière de sécurité, les employés directs et les prestataires de ces sites ont reçu chacun un sac de riz. L'année dernière, Star a franchi une nouvelle étape importante en matière de responsabilité sociétale et de performance durable en obtenant plusieurs certifications de management intégré. Les certifications ISO 9001 (qualité), ISO 14001 (environnement), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et FSSC 22000 (sécurité des denrées alimentaires) ont été attribuées à l'ensemble des usines de production.

Promotion du tourisme: 10e édition du Maki Run

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 21 MAI 2024

Samedi, s'est tenue la 10e édition du Maki run, à Nosy Komba, connu sous le nom de l'île aux Lémuriens et deuxième plus grande île de l'archipel de Nosy Be. Un évènement à la fois solidaire et sportif dédié à la promotion du tourisme mais également une sensibilisation à la protection de l'environnement. Pour cette édition, les participants ont eu le choix entre une grande course de 24 km avec un dénivelé de 1.500 mètres et une petite course de 10 km avec un dénivelé de 620 mètres. D'ailleurs, plus

de 70 participants de 6 à 10 ont participé à une chasse au trésor dans le village à la recherche d'un objet symbolique. Depuis plusieurs éditions, les organisateurs du trail font une halte à Ampangorina, le plus grand village de l'île. Les visiteurs peuvent y découvrir une large variété de produits fabriqués par des artisans talentueux comme des nappes de broderie, de la vannerie malgache, des lambas et des statues en bois.

Industries : La sucrerie de Mahatalaky bientôt opérationnelle

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MAI 2024

L'extension et la rénovation de l'usine de sucre de Mahatalaky sont presque achevées. La présence de cette sucrerie offrira des emplois et d'autres retombées sociétales qui profiteront à l'économie de cette localité de Tolagnaro.

En bonne voie. L'extension de la sucrerie de Mahatalaky l'est. Près de 80% des travaux de rénovation de cette usine sont déjà terminés. C'est le constat fait par la direction régionale de l'Industrialisation et du Commerce de la région Anosy lorsqu'elle a effectué une descente sur place la semaine passée. « Les machines et tout le matériel sont là. L'on peut même dire qu'elle est fonctionnelle. Il ne reste qu'à ficeler des détails pour faire en sorte que les exigences de normes et de qualité requises par les bailleurs soient respectées et optimales. En attendant la prochaine campagne de canne à sucre au mois de juin, la société qui gère cette unité industrielle mettra au point les préparatifs » confie Razafy Tsitairana, directeur régional de l'Industrialisation et du Commerce dans la région Anosy. La construction de cette usine a été lancée il y a six ans sur financement de l'Union européenne, avec le soutien technique de l'Onudi et du centre malgache de la canne et du sucre. Elle peut produire du sucre roux d'excellente qualité, avec une capacité de broyage de 60 tonnes de canne à sucre par jour, soit 2,5 tonnes par heure. La ligne de production tourne à 150 jours par an. De quoi répondre aux besoins de la population de la localité, qui ne demande qu'à travailler.

Responsabilités

Les responsabilités sociétales et environnementales sont également au centre des préoccupations des autorités. « Cette usine utilise un groupe électrogène puissant qui pourra également subvenir aux besoins de la localité qui est située à 43 km de Tolagnaro. Il y a aussi la construction d'un dispensaire pour prendre en charge les soins de proximité de la population. Une école publique sera également mise en place et un château d'eau de 5 mètres sera érigé. Cela



fait partie des responsabilités sociétales de l'entreprise » explique la direction régionale de l'Industrialisation. C'est le développement économique qui sourit aux opérateurs, coopératives et aux populations de la région, qui ne sont pas épargnés par les affres du Kere. La présence de cette usine alimentera l'économie locale et sera en mesure de développer la région. Deux coopératives, regroupant cent dix-sept producteurs cultivent déjà de la canne à sucre sur les 30 ha de plantation. L'entreprise « Maromahay » plante de la canne sur 30ha également. Les responsables de l'usine veulent faire en sorte que la moitié de la concession de canne à sucre obtienne une certification bio. La remise sur les rails de cette usine de sucre de Mahatalaky cadre avec le velirano numéro 7 du président de la République, concernant l'industrie. L'usine de Mahatalaky figurait dans un projet avec trois autres sucreries, dont celle de Berenty (Amboasary), d'Antanimifafy (Mahajanga II). Ces mini-sucreries devraient permettre au pays d'atteindre l'autosuffisance en cette denrée pour la Grande île et réduire ainsi les importations de manière significative, en augmentant la production locale.

Marché international : L'once d'or à 10 700 000 ariary

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MAI 2024

Jusqu'où ira la surenchère ? En tout cas, lundi, le cours de l'or a dépassé la barre des 10 560 000 ariary l'once (28,35 grammes). Un nouveau record historique qui confirme de plus en plus la tendance haussière des cours à l'international. Mais aussi la situation géopolitique qui devient de plus en plus délétère avec plusieurs conflits qui éclatent dans diverses régions du globe. Actuellement, les commentateurs et les acteurs des marchés boursiers se demandent si cette augmentation rapide pourrait propulser les prix de l'or à battre de nouveaux records, voire même à atteindre les 13 200 000 ariary. Difficile de se prononcer pour l'instant. Des analystes de Goldman Sachs ont indiqué que les cours pourraient atteindre les 11 880 000 ariary. Citigroup soutient pour sa part que les cours du métal jaune pourraient atteindre les 13 200 000 ariary. Néanmoins, le fait est que l'envolée des prix de l'or s'est installée dans la durée, depuis le mois de septembre 2023, période à laquelle le conflit israélo-palestinien avait débuté. Les économistes

et analystes des marchés financiers penchent d'ailleurs sur une inscription de cette tendance dans le temps, au moins pour les prochains mois. Une perspective reluisante pour des pays africains producteurs du métal jaune. Cela pourrait constituer une opportunité à ne pas manquer. Toutefois, il s'agit d'une arme à double tranchant. Dans son rapport au début de ce mois, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) met en garde. « L'accroissement des flux des réserves de change générées par les exportations de l'or à des prix élevés peut provoquer une hausse de la demande de produits locaux conduisant à une augmentation de la masse monétaire nationale sans augmentation correspondante de la production, ce qui se traduit par des pressions inflationnistes », avait rapporté dans ses colonnes l'agence Ecofin, synthétisant le rapport de l'Afreximbank. La hausse des prix de l'or pourrait également encourager l'exploitation et l'exportation illégale du métal jaune. Bien que cela profite à tous les secteurs d'activité de l'économie.

Secteur du tourisme : 70 000 emplois à créer

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 22 MAI 2024

D'aucuns reconnaissent que le secteur du tourisme est non seulement pourvoyeur de devises mais aussi d'emplois à la Nation.

L'objectif fixé par le ministère en charge du Tourisme et de l'Artisanat est d'attirer un million de touristes à choisir la destination Madagascar en 2028. Pour ce faire, une amélioration de la capacité d'accueil de Madagascar s'impose. Et en matière de capital humain, « un besoin de 70 000 emplois à créer est identifié au niveau de ce secteur porteur pour pouvoir servir ces un million de touristes », d'après les explications du Directeur général du Tourisme, Tsitohaina Andriamanohera, lors de sa présentation dans le cadre d'une conférence des bailleurs organisée tout récemment dans la capitale. Cela peut toucher, entre autres, les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du guidage, sans oublier le transport.

acteurs clés dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration à Madagascar », a-t-il enchaîné. Il est à noter que cet Institut vient de sortir, cette année, 588 étudiants qui ont décroché leurs diplômes. Et 62 apprenants en cuisine ont également obtenu leurs certificats. Outre le développement du capital humain qui s'inscrit parfaitement dans la politique générale de l'Etat, le ministère de tutelle ne ménage pas non plus ses efforts pour promouvoir les investissements à réaliser par le secteur privé tant au niveau national qu'international. À titre d'illustration, 15 terrains et 3 sites Marinas sont actuellement identifiés pour permettre la viabilité de tout projet touristique. « Sept grandes marques internationales sont intéressées », d'après toujours le Directeur général du Tourisme.

61 nouveaux établissements.

Parlant de nouveaux projets, de construction d'établissements touristiques à Madagascar, les statistiques publiées par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat font état de 61 établissements ayant reçu leur autorisation d'ouverture en avril dernier. Parmi lesquels, 23 nouveaux hôtels et 18 nouveaux restaurants viennent d'ouvrir leurs portes. On a également recensé sept nouvelles chambres d'hôtes respectant les normes requises et trois snacks ou café qui viennent de s'installer. En outre, les acteurs ont pu diversifier leurs offres d'hébergement pour toutes les catégories de touristes aussi bien nationaux qu'internationaux surtout à l'approche des vacances et de la haute saison touristique. En effet, deux auberges et deux résidences de tourisme ont été créées récemment. Toutes ces nouvelles infrastructures d'accueil créent forcément de nouveaux emplois. Si l'on compare au mois précédent, le nombre d'établissements touristiques qui ont commencé à exercer leurs activités, a connu une hausse avec l'enregistrement de 13 nouveaux établissements qui ont obtenu leur autorisation d'ouverture. Par ailleurs, l'Association National des Guides a évoqué, tout récemment, un manque évident de guides touristiques qui sont les premiers ambassadeurs du pays étant donné qu'ils sont en contact direct avec les touristes tout au long de leurs séjours à Madagascar.



Sept grandes marques.

Raison pour laquelle, ce département ministériel a sensibilisé, dès maintenant, plus de 6 000 lycéens aux métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. En outre, un projet de construction d'une antenne de l'INTH (Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie) est en cours à Antsiranana. « Ce qui permettra de délocaliser la formation de professionnels hautement qualifiés pour devenir des

La troisième cohorte du « Start-up program Mitsiry » lancée avec huit nouveaux projets accompagnés

| 24/24.MG | 22 MAI 2024

Un financement jusqu'à 5 000 dollars, du renforcement de capacité, du mentorat, une assistance technique, une communauté d'expertise et une boîte à outils. C'est ce que comprend le pack d'accompagnement dont bénéficient les huit start-ups à impact sélectionnées pour constituer la troisième cohorte du « Start-up program Mitsiry ». Le lancement de ce programme d'accélération de start-ups co-créé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), Mirakap et plusieurs entreprises partenaires, a eu lieu la semaine dernière. Ces lauréats opèrent dans divers secteurs, dont la transformation agroalimentaire, la transformation de déchets agricoles en briquettes combustibles, ou encore la production d'engrais par compostage. Andraho Company, Agneva Agribusiness, AG Biotech distribution, Biogasikara energy, Magnovaly Corporation, Max Agro, Semences Madagascar Masomboly Gasy, et Tsiky Nature se sont démarqués et ont accédé à la phase de « preuve d'équipe » de ce programme. Le « Start-up program Mitsiry » se veut être un détecteur de projets d'appui au développement des communautés locales et de conservation de la biodiversité, de manière pérenne. C'est pourquoi, ses initiateurs avaient lancé un appel à projet, leur permettant de recevoir 110 dossiers de candidatures venant de 20 régions de Madagascar. Il est rapporté que onze start-ups avaient été présélectionnées et avaient participé à un bootcamp intense avec l'intervention de plusieurs experts, des investisseurs et des formateurs du 13 au 17 mai 2024.



Ils avaient ensuite présenté leurs projets de développement devant un comité de sélection, qui a arrêté son choix sur ces huit startups. Le Projet de renforcement de capacités d'entrepreneurs contribuant à l'adaptation au changement climatique avait par ailleurs été lancé par la même occasion. Il est mis en œuvre par l'investisseur et accélérateur d'entreprises à impact Mirakap, l'entreprise Kinomé et le « think-and-do-tank » Indri. Trente PME et start-ups dans plusieurs régions de Madagascar seront les bénéficiaires de soutiens organisationnels, administratifs et financiers, ainsi que d'un accompagnement dans la conception et le suivi de leur stratégie d'impact et d'intégration d'actions d'adaptation basées sur les écosystèmes, ont-ils avancé.

Pêche au thon durable : Vers la réduction du nombre de navires d'appui

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 MAI 2024

Des décisions importantes ont été prises lors de la 28e réunion annuelle de la Commission des thons de l'Océan Indien (CTOI), qui s'est tenue dernièrement à Bangkok en Thaïlande. Madagascar y a participé activement. Il s'agit notamment des mesures de conservation et de gestion de ces ressources halieutiques, sur la base d'une proposition de l'Union européenne. On peut citer, entre autres, la réduction du nombre de Dispositifs de concentration des poissons (DCP) dérivants par navire, allant de 300 à 250 d'ici 2026. C'est la limite la plus basse jamais adoptée dans une organisation régionale de gestion des pêches, a-t-on appris. L'élimination progressive des composants non biodégradables dans ces DCP dérivants vers les dispositifs

entièrement biodégradables en 2030 est également visée. En outre, les parties prenantes se penchent également sur la réduction du nombre de navires d'appui pouvant être utilisés par les bateaux de pêche, dits senneurs, et ce, en raison de la diminution des stocks de thons appelés « albacore ». Par ailleurs, des procédures de gestion de l'autre espèce de thon « Listao » et de l'espéron seront prochainement appliquées. Malgré les progrès satisfaisants accomplis, l'Union européenne regrette que sa proposition de fermeture de la pêche d'un mois dans l'Océan indien n'ait pas été adoptée. « Cela aurait contribué à la reconstitution des stocks d'albacore et de thons obèses, qui sont actuellement surexploités », a-t-on appris.

Apiculture : Une filière prometteuse en difficulté

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 MAI 2024

L'apiculture constitue une des filières prometteuses qui attirent de nombreux acteurs à Madagascar.

La preuve, le nombre d'apiculteurs ne cesse d'augmenter. Bon nombre de particuliers installent au moins une ruche dans leurs jardins. En dépit de tout cela, cette chaîne de valeur est en difficulté et ce, en raison du déclin du nombre des abeilles. C'est ce qu'on a appris lors de la célébration de la Journée mondiale des abeilles organisée tout récemment par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en partenariat avec la Maison de l'Apiculture Malagasy (MAM) et avec l'appui de la FAO. Ce déclin des abeilles est dû à plusieurs

facteurs, a-t-on exposé dans le cadre de cet événement. On peut citer, entre autres, les pressions anthropiques qui consistent à développer l'agriculture et l'industrie. Les facteurs environnementaux et le changement climatique ont également été évoqués. Le thème choisi portait ainsi sur « Engageons-nous. Volons au secours des abeilles ».

Auxiliaires de l'agriculture

En outre, la majorité de la population méconnaît les multiples valeurs écologiques et économiques rendues par les abeilles, outre la simple production de miel. À titre d'illustration, « les abeilles sont des auxiliaires de



l'agriculture. Elles procurent une production de bonne qualité tout en contribuant à l'augmentation du rendement de production de l'ordre de 15 à 30%, grâce à la pollinisation des plantes. La qualité des semences utilisées s'améliore également. Il a été en même temps exposé que 35% de nos ressources alimentaires dépendent des insectes et en grande partie des abeilles. Tout cela grâce à la pollinisation des 80% des plantes par ces insectes utiles à la vie des hommes. C'est un intrant agricole qui détient une place importante à la production. Dans la même foulée, les abeilles produisent du miel qui constitue une source de revenu importante pour les paysans. Bon nombre d'acteurs opérant dans cette filière porteuse en exportent également», a-t-on fait savoir.

Race endémique

Par ailleurs, « les abeilles participent activement à la protection de la biodiversité. Ce sont des sentinelles de l'environnement. Grâce à la pollinisation croisée des espèces, elles permettent à la nature de se développer et

de s'adapter face aux effets néfastes des changements climatiques. Il est à noter qu'une abeille visite 5 000 fleurs, parcourt 30 km et récolte 500 mg de nectar en une journée. Elle produit 2 à 5g de miel ou une cuillère à café toute sa vie », a-t-on exposé. Force est également de reconnaître que pour produire un kilogramme de miel, les abeilles ont besoin de 1 200 000 fleurs à butiner. Raison pour laquelle, toutes les parties prenantes ont effectué des échanges dans le cadre de cette célébration de la Journée Mondiale des Abeilles en vue de promouvoir une apiculture durable tout en améliorant les ressources mellifères. La préservation de la race endémique des abeilles à Madagascar connue sous l'appellation « Apis melliferac unicolor », s'avère également importante.

Produire des reines

Pour « Luxa Apiculture », cette entreprise parvient à produire hebdomadairement une quarantaine de reines sélectionnées de cette race endémique avec des colonies d'abeilles grâce au développement des recherches scientifiques. L'objectif consiste à apporter des solutions face à ce déclin du nombre d'abeilles. Entre-temps, « il faut restaurer les forêts en privilégiant le reboisement des espèces autochtones et cultiver des plantes mellifères. Des formations devraient être également organisées à l'ensemble des acteurs opérant dans la filière apicole afin de vulgariser la meilleure technique visant à lutter contre la maladie varroa affectant encore les abeilles. En effet, chaque apiculteur pratique une méthode simple qui lui convient comme l'utilisation du « ravintseva » ou du tabac mais cela reste moins efficace », a soulevé Mihamina Razafialison, le gérant propriétaire de Luxa Apiculture.

Madagascar Airlines: un code de conduite et d'éthique entre en vigueur

ARH. | LES NOUVELLES | 23 MAI 2024

Madagascar Airlines annonce la mise en place d'un code de conduite et d'éthique qui « s'inscrit dans la voie tracée par le plan Phénix 2030. L'adhésion au code sera désormais une condition d'emploi obligatoire », a noté la compagnie dans un communiqué publié hier. Madagascar Airlines précise que « conforme aux principes établis par la législation en vigueur, ce code de conduite et d'éthique établit des règles de déontologie et des normes strictes en matière de comportement et d'éthique professionnelle pour l'ensemble du personnel de Madagascar Airlines, qu'il s'agisse des pilotes, des agents de bord, du personnel au sol, des cadres ou des membres de la direction, dès lors qu'ils sont employés par l'entreprise ». Ce code a été présenté

aux principaux concernés, dans les locaux de Madagascar Airlines à Ankorondrano avant-hier. Et, étant les premiers responsables de sa mise en œuvre au sein de l'entreprise, le directeur général et les membres du CODIR ont officialisé leur engagement à respecter le-dit code en y apposant leur signature. Pour dire également, ce document de référence entre en vigueur. Madagascar Airlines s'engage à former et à sensibiliser son personnel pour qu'il respecte ces normes de conduite et à prendre des mesures disciplinaires en cas de violation, surtout face aux grognes des usagers concernant sur la qualité de service d'accueil au niveau de certaines agences de Madagascar Airlines.

Biodiversité: un atout pour la promotion du tourisme

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 MAI 2024

Le secteur du tourisme contribue à la création de valeur ajoutée représentant 15% du PIB. Et la biodiversité est un atout majeur pour y arriver. Dans cette optique, hier, en marge de la journée internationale de la biodiversité sur le thème « faites parties du plan, le ministère du Tourisme et de l'artisanat a lancé une campagne de sensibilisation en faveur de la biodiversité. « C'est un appel à l'action afin d'arrêter et d'inverser la perte de biodiversité », a-t-il indiqué. « La préservation de la biodiversité est essentielle pour assurer un tourisme durable où chacun a un rôle à jouer » selon le ministère. Parmi les initiatives proposées, la participation au reboisement local, au nettoyage de plages

et à la protection des espaces verts. Il est aussi important de réduire l'usage de plastiques, de procéder au recyclage et d'utiliser les produits respectueux de l'environnement. A noter aussi, l'achat de produits locaux et durables ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables. Par ailleurs, le tourisme est également un secteur pourvoyeur de devises et d'emplois. Sur ce, « protéger la biodiversité exceptionnelle de notre pays, c'est aussi investir dans un tourisme durable et responsable » a expliqué le ministère. « Ensemble, nous pouvons contribuer à un avenir plus vert et plus durable. Chaque geste compte, et nous avons tous un rôle à jouer » a-t-il ajouté.

Carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien: 25 ans de synergie et de développement régional

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 MAI 2024

L'association Carrefour des Entrepreneurs de l'océan Indien, née en 2000, renforce sa position de plus grand club d'affaires de la région regroupant plus de 1.100 adhérents. 24 ans plus tard, elle reste fidèle à sa mission de tisser des liens solides entre les entrepreneurs des îles de l'océan Indien, favorisant ainsi la coopération et le développement économique régional.

Hier soir, à l'occasion de l'ouverture imminente de la Foire Internationale de Madagascar (FIM), les membres de l'association se sont réunis au Motel d'Antananarivo à Anosy pour un Apéritif-Rencontre, tout en mettant en exergue les enjeux et les opportunités du commerce inter-îles. Xavier Desplanques, président de l'association, a partagé le constat selon lequel : « Il n'y a pas suffisamment de liens commerciaux, industriels, et de partenariats entre les îles de l'océan Indien, qui partagent pourtant souvent une langue, une culture et une histoire communes... ». Actuellement, le commerce vers l'océan Indien se compose à 97 % de marchandises importées et seulement 3 % de marchandises exportées. Cette asymétrie témoigne d'un déséquilibre commercial nécessitant le renforcement des échanges intra-régionaux. Pour pallier ce manque, le Carrefour des Entrepreneurs favorise le développement des

partenariats et des relations d'affaires entre les dirigeants des entreprises de l'océan Indien. L'association contribue à la coopération régionale entre opérateurs privés, l'ADN du Carrefour des entrepreneurs, grâce à des événements variés : apéritifs-rencontres, séminaires, partenariats avec les organisations patronales locales, et publications économiques. Cette stratégie permet de créer un réseau solide et dynamique au service des entrepreneurs de la région.

Développement économique régional

Cette rencontre a également été marquée par la présence d'autres délégations, comme le Club des Exportateurs de Bordeaux Aquitaine, partenaire de longue date du Carrefour des Entrepreneurs. Les représentants des grandes villes des provinces malgaches, ainsi que des entrepreneurs de Maurice, La Réunion, Mayotte, des Comores et des Seychelles, ont également participé à cet événement.

Xavier Desplanques a conclu la soirée sur une note optimiste et ambitieuse : « Avec plus de 1.100 adhérents, cadres et chefs d'entreprises, nous avons toujours rêvé d'être l'un des plus grands clubs d'affaires de l'océan Indien. Nous y sommes peut-être parvenus. Rendez-vous l'année prochaine pour célébrer nos 25 ans d'existence ».

Négociations : Des signes positifs avec le FMI

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 MAI 2024

Finir en beauté. Mokhtar Benlamine, représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), entend mener jusqu'à leur terme les négociations autour des deux nouveaux accords de programme dont Madagascar espère bénéficier de cette institution. Parvenir à boucler une nouvelle Facilité élargie de crédit (FEC) couplée à la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) pour les soumettre aux appréciations du Conseil d'administration du FMI avant la fin du mois de juin. Son dernier challenge, avant qu'il ne passe le relais à son successeur. Madagascar estime à 660 millions de dollars les gains de ce changement de cap par l'abandon à mi-parcours de l'actuelle FEC. Mokhtar Benlamine est en poste depuis mars 2022. Il va cependant quitter cette fonction juste après ce Conseil d'administration en juin, soit quelques mois avant la fin de son mandat de trois ans. « Je quitte ce magnifique pays qui m'est très cher au cœur pour une promotion en externe », se contente-t-il de communiquer, en laissant au passage «

d'en dire un peu plus dans les prochaines semaines ». Mais déjà une certaine nostalgie effleure ses sentiments. « J'ai eu l'occasion de nouer d'excellentes relations professionnelles et personnelles avec les autorités, les partenaires, le secteur privé et la société civile. Je suis très reconnaissant envers l'ensemble des autorités au plus haut niveau du pays pour leur confiance et l'ensemble du travail accompli », s'exprime-t-il. Il reste à la partie malgache d'être digne d'un tel attachement. Et faire en sorte que les référentiels de l'actuelle FEC, dont certains ont été repris par la nouvelle, soient respectés dans leur lettre et leur esprit. Ne serait-ce que l'application du système automatique de la fixation des prix du carburant. Une pomme de discorde qui pourrait être résolue par des mesures progressives. Le pétrole lampant est le plus concerné par cette éventualité. En tout cas, le dossier Madagascar ne pouvait trouver meilleur avocat que Mokhtar Benlamine auprès du Conseil d'administration du FMI.

Ouverture économique de Madagascar

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA. | LES NOUVELLES | 24 MAI 2024

Suite aux échecs des stratégies passées, l'accent est mis sur la libéralisation ainsi que sur l'ouverture extérieure. L'idée sous-jacente est que l'élimination des distorsions micro-économiques, les opportunités qu'offre le commerce international, ainsi que les possibilités de flux d'investissements étrangers, suffiraient à surmonter toutes les contraintes et à faire décoller l'économie, avec un minimum d'intervention de l'état à Madagascar. L'analyse de deux secteurs censés jouer un rôle moteur : le commerce extérieur et le secteur industriel, avec un

accent particulier sur les entreprises franches exportatrices, révèle des signes prometteurs suite à la stratégie d'ouverture, mais les dynamiques en cours sont encore limitées. La faible extraversion de Madagascar ne s'explique pas par l'environnement international plutôt favorable, mais par des contraintes internes au niveau de l'offre que les lois du marché ne peuvent résoudre à elles seules. A Madagascar, la forte dépendance vis-à-vis des importations, les spécificités des entreprises franches exportatrices, est mobilisée pour évaluer sous l'angle macro-économique,

d'une part, l'impact de la réforme fiscale sur le commerce extérieur, et d'autre part, les retombées d'une montée conséquente des investissements étrangers dans la zone franche. Les simulations montrent les contraintes structurelles de l'économie, notamment le poids encore restreint des exportations et sa relative inertie, ainsi que la forte dépendance vis-à-vis des intrants importés, ce qui limite les résultats de l'ouverture. Ainsi, une stratégie reposant sur l'extraversion et sur l'initiative privée, l'état ne jouant qu'un rôle marginal, est loin de suffire pour enclencher une croissance économique soutenue. Cette option ne permet pas de lever les contraintes internes et de remédier véritablement à la trajectoire stagnante de l'économie malgache.

L'une des questions les plus anciennes en économie est de savoir si l'ouverture commerciale stimule-t-elle la croissance économique à long terme?

Depuis lors, le sujet est resté un sujet de débat essentiel dans les discours sur la recherche et les politiques, ce qui a conduit à une abondante littérature théorique et empirique sur le lien entre l'ouverture commerciale et croissance économique. Plusieurs travaux empiriques dans la littérature actuelle se sont beaucoup investis dans cette question et ses implications, et la majorité d'entre eux ont abouti à un impact positif et statistiquement significatif de l'ouverture commerciale sur la croissance. On s'attend donc à ce que les pays avec une plus grande ouverture commerciale enregistrent une croissance plus élevée et améliorent leurs conditions de vie. De ce point de vue, les pays africains comme Madagascar ont beaucoup à gagner en adoptant cette politique. C'est pourquoi les institutions internationales et les gouvernements donateurs recommandent ces politiques aux pays en développement dans l'espoir de les ouvrir et de les intégrer au marché mondial. L'importance théorique de la croissance économique réside surtout dans le rôle central que tient ce concept dans l'enrichissement des nations : accélérer le rythme de la croissance économique

est l'objectif principal de toute politique économique; et pourtant, l'analyse théorique des sources de la croissance économique ne fait pas l'unanimité. La concentration dans des secteurs où la productivité et la qualité des produits sont limitées peut entraîner une faible croissance et exclure toute possibilité de création durable d'emplois et d'amélioration des revenus. En outre, le manque de diversification peut accroître la vulnérabilité aux chocs externes défavorables et, par conséquent, affecter les recettes d'exportation et la stabilité macroéconomique. Ainsi, pour Madagascar, la diversification dans des secteurs manufacturiers plus intensifs en technologie, y compris l'agro-industrie, peut potentiellement promouvoir la croissance économique, créer des emplois et réduire la dépendance aux produits de base. Alors, l'ouverture commerciale améliore le transfert de nouvelles technologies, facilitant le progrès technologique et l'amélioration de la productivité, et que ces avantages dépendent du degré d'ouverture économique. Ce consensus repose sur l'hypothèse que le commerce crée des incitations économiques qui stimulent la productivité selon deux dynamiques : à court terme, le commerce réduit la mauvaise affectation de l'utilisation des ressources ; à long terme, il facilite le transfert du développement technologique. L'ouverture commerciale fonctionne comme un mécanisme de transmission du progrès technologique et des retombées générées par l'amélioration des connaissances dans les pays partenaires commerciaux. L'accès, par le commerce international, à une grande variété de biens intermédiaires et de nouveaux produits finaux aura une incidence sur la croissance de la productivité d'un pays. Les politiques d'ouverture mises en place dans un pays leur permettraient non seulement d'exploiter leurs faibles coûts, mais également de produire des biens imités similaires à ceux des pays développés, ce qui suppose une acquisition de plus de savoir-faire et un taux d'investissement élevé.

Filière Maïs : Vers une importante hausse de la production dans la région Melaky

ANTSIA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 MAI 2024

Un produit agricole facile à produire à Madagascar, mais qui a pourtant affiché un déficit. C'est ce que représente le maïs, qui est aujourd'hui de plus en plus demandé face au développement des activités d'élevage. Dans la région Melaky, cette filière présente un avenir prometteur, selon les paysans agriculteurs regroupés dans la coopérative FAME (Fandrosoana ho an'ny Melaky), bénéficiant du programme Fihariana. Mardi dernier, le président Andry Rajoelina a fait une visite sur terrain, pour constater de visu l'évolution des activités de ces paysans, ainsi que leur collaboration avec la société Sahanala. À noter que le programme Fihariana a appuyé 585 cultivateurs de maïs, dans cette région, à

travers la mise à disposition de matériels agricoles. Parmi les plus importants matériels figure la moissonneuse-batteuse à haute capacité, qui est actuellement opérationnelle, permettant aux agriculteurs d'améliorer considérablement leur rendement. De son côté, la société Sahanala s'occupe de la collecte et de la transformation du maïs produit, pour approvisionner les industries du nord de la Grande Île, en matières premières. Pour la région, les impacts de ce programme sont importants, si l'on ne cite que la création d'emplois, l'amélioration du niveau de vie et le développement industriel.

Groupe de la BAD : Déterminé à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement

ANTSIA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 MAI 2024

L'insuffisance des ressources en eau représente une grande menace, même pour la capitale de Madagascar, face à la forte croissance démographique. Dans les autres pays d'Afrique, cette problématique est également un véritable casse-tête. C'est ce qui a été mis en exergue, durant le 10e Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Bali. La Banque africaine de développement (BAD), aux

côtés de la Facilité africaine de l'eau, joue un rôle central à cet événement triennal qui a pour thème « L'eau pour une prospérité partagée ». Le Forum rassemble des milliers de participants, issus de divers secteurs, pour débattre des enjeux mondiaux liés à l'eau. La participation de la BAD à ce forum démontre son engagement inébranlable à favoriser la croissance économique et le développement

durable en Afrique. Mtchera Chirwa, coordonnateur de la Facilité africaine de l'eau, représentant le Groupe de la BAD a souligné cet engagement en déclarant : « La BAD est déterminée à contribuer à une Afrique prospère où chacun a accès aux ressources essentielles telles que l'eau et l'assainissement. » La délégation de la BAD coorganise et participe à plus d'une douzaine d'événements, partageant des idées, des stratégies et des succès en matière de développement durable. Le 21 mai, elle a présenté l'Initiative d'investissement pour l'assainissement urbain en Afrique, un nouveau guichet de financement visant à améliorer l'assainissement dans les zones urbaines du continent. Partenariats. Le 22 mai, Mtchera Chirwa a dirigé une session sur le financement innovant et la mobilisation

des ressources pour des investissements résilients au climat dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette session a mis en avant l'importance de la préparation et de la coordination des projets, soutenues par des solutions de financement innovantes. En marge des sessions officielles, la délégation de la BAD a rencontré des donateurs et des chefs d'entreprise pour discuter de partenariats et de financements visant à répondre aux besoins croissants de l'Afrique en matière d'amélioration des services d'eau et d'assainissement. Bref, les acteurs internationaux mènent une collaboration qui vise à présenter un front uni et à enrichir le dialogue mondial avec les connaissances et les expériences du secteur de l'eau.

Atsimo Andrefana: des projets miniers pour réduire le chômage et la pauvreté

ARH. | LES NOUVELLES | 24 MAI 2024

Atsimo Andrefana est la région la plus pauvre du pays. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en février 2024, 24,8 millions de Malgaches vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, et ce chiffre est particulièrement élevé dans cette région. Cependant, l'arrivée de nouveaux projets miniers pourrait apporter un nouvel espoir aux habitants de la région. Le profil national de sécurité et santé au travail souligne la précarité de l'emploi à Madagascar, avec une économie informelle dominant 95,1 % du marché de l'emploi. Le chômage des jeunes est particulièrement préoccupant, reflétant des déséquilibres importants entre l'offre et la demande de travail, encore plus prononcés dans la région d'Atsimo Andrefana. D'après, Alban Natsira, business development manager de Yaby Job Service, la première agence de recrutement formelle à Toliara depuis 2020, pour 10 offres d'emploi, on enregistre 150 demandeurs. Actuellement, le commerce est le secteur le plus dynamique à Toliara, suivi par l'hôtellerie, le tourisme et les industries, malgré leur faible développement. Le secteur minier, bien qu'encore en phase de développement, représente une lueur d'espoir pour la région. Un vent d'optimisme De nouveaux projets miniers prometteurs sont

annoncés, visant à créer des emplois formels, durables et de qualité, valorisant ainsi le capital humain local. Les jeunes de Toliara aspirent à des emplois qui leur permettent non seulement de subvenir aux besoins de leurs familles mais aussi de contribuer au développement régional, tout en respectant les normes internationales de travail. Et Alban Natsira reste optimiste. Son agence a déjà enregistré de nombreuses candidatures spontanées, reflétant les attentes des jeunes à saisir ces nouvelles opportunités. Les Nations Unies, dans leur Vision prospective de Madagascar, soulignent que Madagascar dispose de richesses minières considérables, telles que l'or, les pierres précieuses et divers minerais industriels. Cependant, seule une fraction de ces ressources est actuellement exploitée, représentant des opportunités manquées pour créer de la croissance et des emplois. La Banque mondiale prévoit une croissance économique de 4,6 % en moyenne entre 2024 et 2026 pour Madagascar, soutenue par des réformes structurelles et un investissement privé accru dans des secteurs clés comme les mines, les télécommunications et les technologies numériques.

Foire internationale de Madagascar: une vitrine du dynamisme économique et d'opportunités

ARH. | LES NOUVELLES | 24 MAI 2024

La 18e édition de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) a ouvert ses portes hier au Parc des expositions Forello de Tanjombato, à Antananarivo. Placée sous le thème de la dynamique économique et du rayonnement international de Madagascar, cet événement annuel, devenu incontournable, rassemble plus de 280 exposants répartis sur plus de 400 stands.

La FIM favorise le dynamisme de l'économie malgache et les opportunités d'investissement dans le pays. « Cette édition incarne la vitalité et l'ambition de Madagascar sur la scène internationale », a-t-elle déclaré Laélia Monloup, directrice de Forello Expo, l'agence organisatrice, dans son allocution d'ouverture, hier. L'esprit entrepreneurial et innovant des participants sera mis en valeur. L'île Maurice, invitée d'honneur de cette édition, a répondu

présente avec 18 entreprises œuvrant divers secteurs tels que la manufacture, les technologies de l'information et de la communication, l'éducation et la formation. Cette participation renforce les liens économiques et les partenariats régionaux. Cela témoigne également de la volonté de Madagascar, de coopérer avec ses voisins de l'océan Indien.

« **Rendez-vous incontournable** »

Rafaravavitaifika Rasata, ministre malgache des Affaires étrangères, a qualifié la FIM de « rendez-vous incontournable » pour le secteur privé. Pour elle, cette foire fait office de plateforme dédiée à des échanges fructueux et des partenariats stratégiques, offrant des opportunités d'affaires considérables tant pour les acteurs économiques locaux que pour ceux de la région. La ministre a également insisté sur l'importance d'une initiative pour la promotion de

l'industrialisation et la valorisation du capital humain, deux piliers fondamentaux de la politique de développement de Madagascar. Elle a incité les participants à tirer parti de cet événement pour renforcer leur réseau, innover et explorer de nouvelles voies de croissance. Avec la présence notable de l'Economic Development Board (EDB) de Maurice et de

nombreux autres acteurs économiques, la FIM promet d'être un catalyseur de collaborations et de projets ambitieux. L'événement se tiendra jusqu'au 26 mai, offrant une semaine riche en rencontres, découvertes et opportunités d'affaires, consolidant ainsi le rôle de Madagascar comme hub économique de la région.